DP.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
01-02-1984
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 15.805/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 27 octobre 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar", a donné le 9 janvier 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 27e oktober 1983 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar", heeft de 9e januari 1984 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Le fondement légal de l'arrêté en projet se trouve dans l'article 30 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946. Seules les modifications apportées à cet article, qui est expressément cité, doivent être mentionnées.

L'alinéa 1er doit, dès lors, être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, notamment l'article 30, modifié par les lois du 10 octobre 1967 et du 23 juin 1969"

+

L'arrêté en projet ayant pour objet de modifier les articles 20, 21 et 39, alinéa 4, b, de l'arrêté royal du 15 septembre 1976, seul l'arrêté royal du 3 août 1977, qui a modifié les articles 20 et 39 précités, doit être mentionné à l'alinéa 2. Celui-ci doit donc être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, prémétro, métro, autobus et autocar, notamment les articles 20 et 39, modifiés par l'arrêté royal du 3 août 1977, et l'article 21;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le 3° de cet article dispose que les véhicules affectés au transport scolaire doivent être pourvus du "signal

spécifique prévu au règlement général sur la police de la circulation routière".

Ni le règlement général précité ni aucune autre disposition réglementaire n'imposent l'apposition,sur les véhicules affectés au transport scolaire, d'un signal spécifique. Le règlement général prévoit, toutefois, dans l'article 66.4, un signal routier annonçant un "endroit spécialement fréquenté par les enfants" (signal A23).

Un signal routier, c'est-à-dire un signal qui doit être placé sur la voie publique, ne peut être assimilé à une indication devant figurer sur un véhicule. La référence au règlement général est donc inadéquate, bien qu'elle figure déjà dans la disposition actuellement en vigueur.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est d'imposer l'apposition, sur les véhicules affectés au transport scolaire, d'un panneau représentant le symbole figurant sur le signal A23.

Le texte proposé ci-dessous tient compte de ces explications. Il devrait être complété par une disposition relative aux dimensions et à la couleur du panneau.

Au 5° de l'article 20 en projet, l'intention du Gouvernement est de ne pas obliger les exploitants d'un service public d'autobus à apposer le panneau prévu au 2° quand ils sont titulaires d'une autorisation de services spéciaux et qu'ils effectuent des transports en services spéciaux.

Le texte proposé ci-dessous pour le 5° précise cette intention.

.../...

La rédaction suivante est proposée pour l'article ler du projet :

"Article ler.-

Dans l'article 20 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, modifié par l'arrêté royal du 3 août 1977, les 2° et 3° sont remplacés par les dispositions suivantes :

"2° Un panneau, divisé horizontalement en deux parties égales, de 20 cm de long et de 15 cm de large, doit être placé en dessous de la vitre latérale avant gauche des véhicules affectés aux services spéciaux d'autobus.

Dans la partie supérieure du panneau, figure un nombre dont le premier chiffre indique la province où est situé le siège d'exploitation du transporteur et dont le second chiffre est toujours 1.

Les provinces sont identifiées comme suit :
1, Anvers; 2, Brabant; 3, Flandre occidentale; 4, Flandre orientale; 5, Hainaut; 6, Liège; 7, Limbourg; 8, Luxembourg; 9, Namur.

Dans la partie inférieure du panneau, l'immatriculation du transporteur au registre du commerce est indiquée de la manière suivante : l'abréviation R.C., suivie de l'indication du siège du tribunal où l'immatriculation a été faite, et du numéro d'immatriculation. Si le transporteur ne doit pas être immatriculé au registre du commerce, la partie inférieure est laissée en blanc.

.../...

Dans la partie supérieure du panneau, la hauteur des chiffres est de 5 cm au moins; dans la partie inférieure, la hauteur des lettres et des chiffres est de 3 cm au moins.

La ligne qui borde le panneau et celle qui sépare la partie supérieure de la partie inférieure, ont une largeur de 1 cm au moins.

Le panneau est auto-collant et doit être constitué d'une matière telle qu'il devienne inutilisable lorsqu'il est enlevé du véhicule.

3° Les véhicules affectés au transport scolaire doivent, en outre, être pourvus, sur la partie gauche des faces avant et arrière, d'un panneau reproduisant le symbole figurant sur le signal A23 prévu dans l'article 66.4 du règlement général sur la police de la circulation routière.

Ce panneau ... (dimensions et couleur). Il doit être placé de manière visible pour les conducteurs qui approchent de ces véhicules; il ne peut être utilisé lorsque le véhicule n'est pas affecté au transport scolaire.

4° Le Ministre des Communications agrée les organismes qui sont chargés, aux conditions qu'il détermine et sous son contrôle, de délivrer les panneaux visés au 2° et dans l'article 21.

5° Les panneaux visés au 2° ne doivent pas être apposés sur les véhicules affectés à des services publics d'autobus, lorsque ces véhicules sont autorisés à effectuer des services spéciaux d'autobus".

.../...

Article 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 21.- Les véhicules affectés de façon permanente aux services d'autocars doivent être munis, en dessous de la vitre latérale avant gauche, d'un panneau conforme au panneau visé à l'article 20, 2°. Toutefois, le second chiffre du nombre qui doit figurer sur la partie supérieure du panneau, est toujours 2".

Article 3.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

L'article 39, 4°, b, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 août 1977, est abrogé".

Article 4.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au délai normal d'entrée en vigueur des arrêtés.

Le texte néerlandais devrait être le suivant :

"Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 30 van de besluitwet van 30 december 1946. Alleen de wijzigingen die werden aangebracht aan dit uitdrukkelijk vermelde artikel dienen te worden aangehaald.

Het eerste lid moet derhalve als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967 en 23 juni 1969;".

+

Aangezien het ontworpen besluit de artikelen 20, 21 en 39, vierde lid, b, van het koninklijk besluit van 15 september 1976 beoogt te wijzigen, dient alleen het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, dat de voornoemde artikelen 20 en 39 gewijzigd heeft, vermeld te worden in het tweede lid. Dit moet derhalve als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar, inzonderheid op de artikelen 20 en 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, en op artikel 21;".

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het 3° van dit artikel bepaalt dat op de voertuigen aangewend voor het leerlingenvervoer "het teken voorgeschreven door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer" dient te worden aangebracht.

Noch het bedoelde algemeen reglement, noch enige andere verordeningsbepaling schrijft voor dat op de voertuigen aangewend voor het leerlingenvervoer een specifiek teken dient te worden aangebracht. Wel kent het algemeen reglement in artikel 66.4 een verkeersbord waardoor een "plaats waar speciaal veel kinderen komen" wordt aangekondigd (bord A23).

Een verkeersbord, dit is een bord dat op de openbare weg moet worden geplaatst, kan niet gelijkgesteld worden met een aanduiding die op een voertuig moet voorkomen. De verwijzing naar het algemeen reglement is bijgevolg irrelevant, ofschoon ze reeds voorkomt in de thans geldende bepaling.

Naar aan de Raad van State is verklaard, ligt het in de bedoeling van de Regering een bord, dat het symbool weergeeft dat voorkomt op bord A23, te doen aanbrengen op de voertuigen aangewend voor het leerlingenvervoer.

De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met die toelichting. Hij zou moeten worden aangevuld met een bepaling betreffende de afmetingen en de kleur van het bord.

.../...

Met de tekst onder 5° van het ontworpen artikel 20, bedoelt de Regering het zo, dat de exploitanten van openbare autobusdiensten niet verplicht zijn het in 2° bedoelde bord aan te brengen wanneer zij houder zijn van een vergunning voor bijzondere diensten en bijzondere vervoerdiensten verrichten.

De tekst die hierna wordt voorgesteld voor 5° geeft die bedoeling nauwkeurig weer.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 1 van het ontwerp :

"Artikel 1.-

In artikel 20 van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pré-metro, metro, autobus en autocar, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, worden 2° en 3° vervangen door de volgende bepalingen :

"2° Een bord, dat horizontaal in twee gelijke delen verdeeld is, en 20 cm lang en 15 cm breed is, dient te worden aangebracht onder de voorste linkerzijruit van de voertuigen die voor bijzondere autobusdiensten worden aangewend.

In het bovenste gedeelte van het bord komt een getal voor, waarvan het eerste cijfer de provincie aanduidt waar de exploitatiezetel van de vervoerder gevestigd is en waarvan het tweede cijfer altijd een 1 is.

De provincies worden als volgt geïdentificeerd : 1, Antwerpen; 2, Brabant; 3, West-Vlaanderen; 4, Oost-Vlaanderen; 5, Henegouwen; 6, Luik; 7, Limburg; 8, Luxemburg, 9, Namen.

.../...

In het onderste gedeelte van het bord wordt de inschrijving van de vervoerder in het handelsregister als volgt aangegeven : de afkorting H.R., gevolgd door de opgave van de zetel van de rechtbank waar de inschrijving is geschied, en van het inschrijvingsnummer. Indien de vervoerder niet ingeschreven dient te zijn in het handelsregister, wordt het onderste gedeelte blanco gelaten.

In het bovenste gedeelte van het bord zijn de cijfers ten minste 5 cm hoog; in het onderste gedeelte zijn de letters en de cijfers ten minste 3 cm hoog.

De lijn die het bord omzoomt en de lijn die het bovenste gedeelte scheidt van het onderste gedeelte, hebben een dikte van ten minste 1 cm.

Het bord is zelfklevend en dient uit zodanig materiaal samengesteld te zijn dat het onbruikbaar wordt wanneer het van het voertuig wordt afgenomen.

3° Voertuigen die worden aangewend voor leerlingenvervoer moeten daarenboven, links aan de voor- en achterzijde, een bord voeren dat het symbool weergeeft dat voorkomt op verkeersbord A23, bedoeld in artikel 66.4 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Dit bord ... (afmetingen en kleur). Het moet zodanig worden aangebracht dat het goed zichtbaar is voor de bestuurders die deze voertuigen naderen; het mag niet worden gebruikt wanneer het voertuig niet voor leerlingenvervoer aangewend wordt.

.../...

4° De Minister van Verkeerswezen erkent de instellingen die, onder de voorwaarden welke hij vaststelt en onder zijn controle, belast zijn met de afgifte van de borden, bedoeld onder 2° en in artikel 21.

5° De onder 2° bedoelde borden moeten niet worden aangebracht op voertuigen die worden aangewend voor openbare autobusdiensten, wanneer die voertuigen vergunning hebben om bijzondere autobusdiensten te verrichten".

Artikel 2.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 21. Voertuigen die bestendig worden aangewend voor autocardiensten moeten, onder de voorste linkerzijruit, een bord voeren dat overeenstemt met het in artikel 20, 2°, bedoelde bord. Het tweede cijfer van het getal dat moet voorkomen in het bovenste gedeelte van het bord, is evenwel steeds een 2".

Artikel 3.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

Artikel 39, 4°, b, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, wordt opgeheven".

.../...

Artikel 4.

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden wordt afgeweken van de normale termijn van inwerkingtreding van de besluiten.

De Nederlandse tekst zou als volgt moeten luiden :

"Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE
de Heren :

P. KNAEPEN
A. VANWELKENHUYZEN

C. DESCHAMPS

L. MATRAY

Madame : R. DEROY
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. KNAEPEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. KNAEPEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.